

Turquie : les ingrédients du chaos

jeudi 27 mars 2014, par [Ariane Bonzon](#)

Le pouvoir d'Erdoğan, accusé de corruption, se durcit et se replie sur lui-même, tandis qu'une partie du pays manifeste pour plus de libertés. Les rapports se tendent et réapparaissent les règlements de compte violents. Le tout sur fond de campagne électorale.

Si le jeune Berkin Elvan, 15 ans, est mort, l'« *esprit de Gezi* », 9 mois, est, lui, toujours vivant. Des dizaines de milliers de personnes ont de nouveau défilé mercredi 12 mars dans les rues d'Istanbul pour accompagner en terre un enfant du pays qui, pris et blessé dans un affrontement entre policiers et manifestants en juin, est mort à l'hôpital sans sortir du coma dans lequel il était plongé.

L'esprit de Gezi est toujours vivant, mais l'atmosphère est plus lourde, le ton plus grave. Le climat politique délétère. Dangereux même.

D'ailleurs, l'icône des manifestants a changé. [La jeune femme à la robe rouge](#), ciblée par un policier et son puissant jet de gaz lacrymogène, a cédé la place à ce gamin de milieu populaire, la mèche sur le front et le regard rieur, qui n'est jamais revenu d'être allé acheter du pain. Sur le « *placard* » publié dans le New York Times, le visage de Berkin Elvan se détache sur fond noir.

« *Tayyip (Erdoğan) assassin !* » et « *Berkin est partout, la résistance est partout !* », a scandé le 12 mars la foule rassemblant bien au-delà de la communauté [alévie](#) (15 à 20 millions de Turcs qui pratiquent un islam plus libéral et syncrétique) à laquelle appartenait l'adolescent. C'est à coup de lacrymogènes et de [projection d'eau mêlée de gaz](#) que les policiers et leurs nouveaux Toma (*véhicules blindés*) [ont empêché le cortège d'accéder à la place de Taksim](#), et à son parc d'où était partie la contestation de l'été 2013...

Erdoğan se victimise et se tourne vers sa garde rapprochée

L'« *esprit Gezi* » résiste toujours : drôle, imaginatif, subversif. Ainsi de ce selfie « [à la Bradley Cooper-Ellen DeGeneres](#) » pris non pas dans les ors et velours de la cérémonie des Oscars mais dans un camion de police turque par de jeunes manifestants qui viennent d'être arrêtés et embarqués ([à Eskisehir, le 7 mars](#)).

Pourtant, ces neuf derniers mois, le Premier ministre turc a renforcé son emprise autoritaire. Les suspicions de corruption parfois formulées par les jeunes de Gezi se sont, si ce n'est vérifiées, transformées en accusations plus précises, à la suite de la publication d'écoutes depuis le 17 décembre, mettant en cause Recep Tayyip Erdoğan et son entourage politique et familial. Plutôt que de s'employer à les réfuter sur le fond, celui-ci se pose en victime et dénonce un complot fomenté par son ancien allié islamiste, [le mouvement Gülen](#), avec le soutien des États-Unis et d'Israël.

Le Premier ministre turc n'hésite pas à suggérer qu'on veut lui faire connaître le même sort qu'au Président égyptien tombé, début juillet 2013, sous la pression de la rue et de l'armée. Il aime à lever en public [une main de Rabia](#) en guise de solidarité avec son « *frère* » Morsi tandis que de [jeunes activistes du parti de la Justice et du développement](#) (AKP) revêtent le linceul blanc porté par les Frères musulmans égyptiens lors de leurs procès.

Les deux Turquies

A la suite des accusations de corruption qui concernent aussi certains de ses ministres, Recep Tayyip Erdoğan a remanié son gouvernement pour ne conserver qu'une garde très rapprochée, au sein de laquelle le ministre de l'Intérieur et le chef des services secrets sont ses interlocuteurs privilégiés. Et il procède à d'énormes purges, plusieurs centaines de fonctionnaires, au sein de la police et de la justice.

Et puis, et surtout, il joue à fond la polarisation entre les classes anatoliennes, islamiques, sunnites et traditionnelles, et ceux qui représenteraient les « *élites occidentalisées* » ; entre ces Turcs, femmes et hommes, souvent modestes dont la vie s'est améliorée grâce à une politique sociale et familiale très encadrée (*santé, urbanisme, éducation*) et ceux qui au contraire dénoncent les atteintes répétées aux droits des femmes (*avortement, contraception*), au style de vie (*limitation de la vente d'alcool, etc*) et rejettent le nouvel ordre moral prôné par les islamo-conservateurs ; entre ceux pour lesquels la « *volonté nationale* » a plus de sens que les concepts d'État de droit ou de séparation des pouvoirs auxquels croient les seconds ; entre ceux qui voient dans les réseaux sociaux des lieux de débauche et ceux qui en font l'instrument de leur nouvelle émancipation politique ; entre ceux qui adhèrent à la conception exclusive de « *démocratie dans les urnes* » dont le Premier ministre turc a fait sa légitimité et ceux pour lesquels il n'y a de démocratie sans liberté d'expression.

Cette stratégie de polarisation devrait permettre de conserver une bonne assise à l'AKP pour les municipales du 30 mars (*scrutin à un seul tour*).

Mais à J-15, la campagne électorale est en train de prendre un tour très dangereux. [Les candidats s'accusent mutuellement de provocations](#). Kemal Kilicdaroglu, le numéro un du parti républicain du peuple (*CHP, principal parti d'opposition, kémaliste*), soupçonne le Premier ministre turc de « *chercher à se maintenir au pouvoir au moyen de provocations* » lequel met en avant la volonté de ses ennemis politiques « *de provoquer la rue et de la terroriser pour en tirer bénéfice* ».

Or s'il est un mot qu'on apprend vite en Turquie, c'est celui de « *provocatör* » (*prononcer comme en français*). Le passé de la République turque (*fondée en 1923*) est plein de ces supposées, ou bien réelles, « *provocations* » qui ont transformé des manifestations plutôt pacifiques en affrontements sanglants. Il bruisse d'histoires de groupuscules extrémistes infiltrés et manipulés par les services turcs pour instaurer le chaos.

Un goût de déjà-vu

Et l'animosité réciproque entre ultras, de gauche et de droite, a franchi les générations. Le 12 mars, peu après les funérailles de Berkin Elvan, c'est un militant ultra-nationaliste de droite de 22 ans qui a été tué au cours d'une rixe entre lui, ses compagnons et un groupuscule d'extrême gauche, le DKHP-C. L'âpre goût du déjà connu : dans les années 1970, ces batailles de rue, quasi-quotidiennes et meurtrières, entre groupes opposés, avaient conduit au coup d'État militaire de 1980 et hantent toujours bon nombre de Turcs. On ne peut écarter que ces règlements de compte se multiplient dans les jours et semaines qui viennent.

Car loin d'apaiser, le Premier ministre joue avec le feu. Deux jours après, [vendredi 14 au soir, lors d'un meeting électoral](#) non loin de la frontière syrienne, à [Gaziantep](#), Recep Tayyip Erdoğan qualifie la mort de ce militant ultra-nationaliste, Burak Can Karamanoğlu, de « *tragédie* » et amène, en revanche, à huer les parents de Berkin Elvan, impliquant que l'à peine adolescent aurait été un « *casseur* », [membre d'une organisation terroriste](#). Le premier ministre turc voudrait-il faire redescendre des millions de Turcs, alévis et autres, dans la rue et s'affronter les camps adverses, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Pour ajouter à la confusion, plus de trente personnes, civils et militaires (*dont le 7 mars l'ex-chef de l'armée turque, Ilker Basbuğ*) qui avaient été jugés et condamnés pour tentative de coups d'État dans le cadre de [l'affaire Ergenekon](#), viennent de sortir de prison.

Ces mises en liberté, théoriquement provisoires, surviennent à la suite des récents amendements apportés au code pénal turc. Mais elles pourraient servir Recep Tayyip Erdoğan dans sa volonté de réduire l'influence du mouvement Gülen. En dénonçant les falsifications et les méthodes de certains des sympathisants du mouvement qui, dans la police et dans la justice, ont mené, avec son accord, les arrestations et procès des militaires, il peut accréditer sa ligne de défense, et se poser en nouvelle victime du mouvement.

Si Erdogan reste Premier ministre...

Pas sûr en revanche que ces libérations des ennemis d'hier soient aisées à comprendre pour le noyau dur des électeurs de l'AKP même si, idéologiquement, ces derniers sont suffisamment confortés par le discours polarisant du Premier ministre et ne devraient pas se tourner en masse vers un autre parti. [La détérioration de l'économie](#) ne se serait pas encore assez faite sentir pour que cela ait un effet sur le choix de ces électeurs.

Le principal parti d'opposition, le CHP, reste divisé et même si le « *vote utile* » en sa faveur n'est pas exclu, il est loin d'être sûr qu'il dépasse les scores de l'AKP. Ce dernier, crédité avant l'enterrement du jeune Berkin Elvan d'environ 40% des suffrages, arriverait donc en tête le 30 mars.

En revanche, le risque d'une rupture radicale et violente entre ces deux Turquie est bien réelle si Recep Tayyip Erdoğan se maintenait ensuite, comme il semble toujours le vouloir, au poste de Premier ministre – ce qui lui garantirait l'immunité judiciaire (*sans même parler de ses ambitions présidentielles, cependant assez compromises*).

« *Tout est possible, et surtout le pire* », dit-on en Turquie ces jours-ci. Et l'un de mes interlocuteurs de préciser :

« *On n'a encore rien vu, c'est au lendemain des élections que les vrais problèmes vont commencer.* »

Tandis qu'un autre, sans doute influencé par les événements d'Ukraine, imagine carrément la « *division du pays, entre une république tournée vers l'Union européenne et une république islamique* ». Loin, très loin de l'esprit de Gezi, cette fois.

Sources

[Turquie : les ingrédients du chaos](#)

Slate.fr - Ariane Bonzon - mardi 18 mars 2014